



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 29 — 2 juin 1975

sommaire

page 3 :

LES FRONTIERES NE PEUVENT
ETRE QU'ARBITRAIRES : IL FAUT
LES SUPPRIMER !

page 4 :

DJIBOUTI : LES CONSEQUENCES
SANGLAN TES DE LA POLITIQUE
COLONIALE FRANÇAISE

page 5 :

L'IMPERIALISME FRANÇAIS
HORS DE DJIBOUTI !

page 6 :

MADAGASCAR : LES MILITAIRES
DEVANT UN CHOIX DIFFICILE

pages 8 et 9 :

EN BREF D'AFRIQUE
ET DE L'IMMIGRATION

page 10 :

LE CHOMAGE : UNE CALAMITE
DU CAPITALISME

page 11 :

OU MENE LA POLITIQUE
NATIONALISTE DE LA CHINE ?

DAKAR

SENGHOR
ET ABDOU DIOUF
ENGAGENT
LA GUERRE
CONTRE
LES MENDIANTS
ET LES
"BANA-BANA"

Une fois de plus, le gouvernement sénégalais crée de nouveaux problèmes aux petites gens. Actuellement, la police de Senghor organise une véritable chasse à l'homme à Dakar. Les autorités de Dakar déclarent la guerre aux "Bana-Bana", les petits vendeurs à la sauvette, qui seront désormais passibles de un à deux ans de prison.

prix: 1 Franc

Les vendeurs à la sauvette sont en général des chômeurs ou des gens qui n'ont jamais trouvé de travail ; ou encore des petits paysans qui montent à la capitale pour chercher du travail. Mais, comme il est souvent difficile d'en trouver, ils sont réduits à se "débrouiller" comme ils peuvent. Ils achètent des petites marchandises à crédit telles que chemises, lunettes, chaussettes, etc., pour les revendre de-ci de-là avec 100 ou 200 F CFA de bénéfices au bout du compte. Et, quelquefois, ils marchent toute la journée pour rien.

Bien sûr, leur maigre fortune ne leur permet pas de payer les patentes et les autorisations officielles qui feraient rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat. Alors, dans l'incapacité de leur extorquer de l'argent, le gouvernement d'Abdou Diouf les pourchasse.

Mais la répression ne s'arrête pas là. Les mendiants sont désormais pourchassés également. Les personnes qui sont réduites à la mendicité sont celles qui vivaient dans une telle misère qu'elles n'ont pas eu les moyens de se faire soigner de leurs maladies. La paralysie et la cécité les ont réduits à vivoter en mendiants ou à mourir.

Le gouvernement qui déploie son énergie à les chasser ou à les emprisonner ne leur accorde aucune aide. Alors, Senghor a fait un choix : celui de les envoyer mourir tous seuls dans un coin plutôt que de les voir mourir sur les trottoirs ; cela serait bien sûr un triste tableau qui gacherait le paysage vu des fenêtres de son palais présidentiel.

LES FRONTIÈRES NE PEUVENT ÊTRE QU'ARBITRAIRES IL FAUT LES SUPPRIMER

Une fois de plus, deux gouvernements fantoches sont en train de se chamailler sur le problème des frontières. Cette fois, c'est de Senghor et de Ould Daddah qu'il s'agit. Ce dernier revendique Todd, près de Rosso, sur la frontière sénégal-mauritanienne.

Comme médiateur, ils ont choisi Moussa Traoré, le dictateur qui a effectué une visite à Nouakchott et à Dakar pour essayer de trouver une solution entre les deux protagonistes. Moussa Traoré doit bien cela à Senghor, car celui-ci avait accepté d'arbitrer le récent conflit frontalier entre le Mali et la Haute-Volta.

Ces incessantes querelles de frontières rappellent dans tous les cas à quel point les frontières entre les différents Etats africains sont artificielles.

Aucun travailleur conscient ne doit participer au chœur nationaliste des deux bords, chacun défendant la domination de sa propre bourgeoisie sur la région contestée.

L'intérêt des travailleurs, comme l'intérêt de l'immense majorité de la population, est que ces frontières artificielles, héritées de l'époque coloniale, disparaissent. Mais elles ne disparaîtront qu'avec la disparition des Etats bourgeois qui les défendent.

En finir avec les guerres entre Etats, avec les frontières artificielles et l'exploitation ; construire l'Afrique unie socialiste ; cela sera l'oeuvre des travailleurs et des paysans pauvres organisés.

DJIBOUTI LES CONSEQUENCES SANGLANTES DE LA POLITIQUE COLONIALE FRANÇAISE

Djibouti est quadrillée de gendarmes et de militaires, l'état de siège est proclamé et les forces de répression amènent par camions entiers des Djiboutéens à la frontière somalienne ou éthiopienne afin de les expulser. Voilà la solution trouvée par le pouvoir colonial français pour "abaisser la tension" qui règne à Djibouti depuis les sanglants affrontements qui ont fait onze morts et deux cent cinquante blessés.

Le remède est donc le même que le mal qui avait provoqué ces affrontements. Car, bien que l'origine directe des heurts ait été une banale affaire d'adultère qui opposait un Afar à un Issa, si cette affaire a conduit à des affrontements violents entre les deux communautés ethniques, c'est bien en raison de la politique du pouvoir colonial qui vise à entretenir un climat de division, de tension entre communautés ethniques.

Le colonialisme n'innove pas et ne modifie guère ses méthodes. En s'accrochant à Djibouti, l'Etat français utilise les mêmes procédés que lui-même, comme les autres puissances coloniales, avaient de tout temps utilisés. Chercher à prévenir toute prise de conscience contre le pouvoir colonial en dressant les communautés ethniques les unes contre les autres. Politique destinée à compléter la répression franche dont l'impérialisme français n'hésite pas à user dès que la population lève la tête contre la situation coloniale.

Pendant longtemps, les gouvernements successifs de la France avaient favorisé les Issas, en choisissant de préférence parmi eux les auxiliaires dont ils avaient besoin. Mais l'accession des Somalies ex-anglaise et ex-italienne à l'indépendance, et la création d'une Somalie unifiée indépendante, a poussé bien des Issas, proches des Somaliens, à prendre conscience de la situation coloniale. Dès lors, le pouvoir colonial cherchait à s'appuyer davantage sur les Afars, proches des Danakils vivant en Ethiopie.

Symboliquement, l'ancienne Côte française de Somalie est devenue le Territoire Français des Afars et des Issas. Les autorités coloniales ont poussé sur le devant de la scène politique locale l'Afar Ali Aref, homme politique corrompu, qui, Premier ministre, dirige de manière dictatoriale ce que l'impérialisme français lui laisse diriger.

A Djibouti, comme dans tant d'autres pays africains, les divisions, et, parfois, les oppositions, entre ethnies sont sans doute un héritage du passé. Mais c'est l'impérialisme qui les attise, les entretient, et fait en sorte que cette plaie ne puisse être guérie.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS HORS DE DJIBOUTI !

L'impérialisme français aime volontiers se présenter comme une nation démocratique, qui a su rompre à temps avec les méthodes coloniales. Il demeure cependant une des dernières puissances coloniales présentes en Afrique.

Du point de vue de ses ressources, Djibouti ne présente aucun intérêt pour l'impérialisme français. Dans ce petit territoire désertique, il n'y a pas de richesses naturelles susceptibles d'assouvir la soif de profits des bourgeois français. Et si la situation coloniale permet à quelques centaines de bourgeois, moyens ou petits, originaires de la métropole, de traficoter ou de barboter dans la corruption jusqu'à s'en remplir les poches, ce n'est certainement pas spécialement pour protéger les privilèges de ces gagne-petit que la bourgeoisie française maintient sa présence à Djibouti.

Par contre, Djibouti est un des plus grands ports de l'est africain. Il constitue un débouché maritime non seulement pour la colonie elle-même, mais également pour l'Ethiopie. Il pourrait en constituer un également pour la Somalie.

Par ailleurs, de par sa position, il commande l'entrée de la Mer Rouge, dont sont riverains plusieurs pays africains, comme plusieurs pays de la presqu'île d'Arabie. C'est un endroit stratégique. La présence coloniale française est inadmissible, non seulement du point de vue du droit des peuples Afars et Issas à disposer d'eux-mêmes, mais du point de vue de la population de tous les pays voisins.

Il faut que cette domination coloniale cesse.

HORS DE DJIBOUTI L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

MADAGASCAR

LES MILITAIRES FACE A DES CHOIX DIFFICILES

Le "procès du siècle" de Madagascar vient de se terminer. Rappelons que ce procès avait pour but de juger les personnes accusées d'avoir eu des rapports de près ou de loin avec l'assassinat du colonel Ratsimandrava, quelques jours à peine après son accession au pouvoir.

Le Directoire militaire avec le "modéré" mais "autoritaire" général Andriamahazo com-
tait ainsi faire punir les rescapés di commando, réfugiés au calp des Groupes Mobiles. (ancien-
nes Forces Républicaines de Sécurité, FRS, créés à l'initiatice de Resampa), mais aussi taper
un grand coup sur les anciens dignitaires mis en plave par l'impérialisme français, les Tsira-
nana et Resampa.

Mais il semblerait que le rapport de forces entre partisans des anciens dignitaires
déchus du "mai malgache" de 1972 à Tananarive et ceux qui sont favorables aux orientations
plus radicales des éléments de la bourgeoisie merina des Hauts-Plateaux ne permet pas au Di-
rectoire d'écarter définitivement ni les uns ni les autres. Cela eut nécessité un pouvoir bo-
napartiste du type de celui de Nasser, par exemple, capable de s'élever au-dessus de la que-
relle des partis, capable de donner des coups à gauche comme à droite et d'imposer ses orien-
tations aux différentes tendances des classes dominantes. Mais ni Andriamahazo, ni un quelcon-
que membre du Directoire ne semble être d'une telle trempe, et, surtout, aucun n'a l'assise
nécessaire dans le pays. Car, pour qu'une telle autorité soit acceptée, il faudrait qu'elle
bénéficie d'un crédit certain auprès des couches les plus larges de la société malgache.

Alors, condamner les Tsiranana et les Resampa se révèle désormais chose délicate pour
la fragile autorité de l'équipe militaire en place. Le procès étant arrivé à son terme, les
accusés ne pouvant guère être condamnés sans risques, sont en train d'en sortir plutôt ra-
gaillardis.

En accordant l'amnistie, le 17 mai dernier, à plus de deux cent soixante prévenus, le
Directoire ne fait qu'un constat de faillite de sa politique, ou plutôt de son absence de po-
litique. Ce procès devenait gênant pour une "élite" fortement contestée, d'autant plus contes-
tée que les ramifications du "complot" remontent jusqu'à des membres de la hiérarchie supérieu-
re militaire, ceux-là même qui composent l'actuel gouvernement.

C'est dire combien le peu d'audience dont le gouvernement actuel disposait s'est aminci.
Alors, les actuels dirigeants militaires ont aussi peu de moyens de s'opposer à la dégradation
de la situation économique que leurs prédécesseurs.

La population réclame à manger, et, déjà, les ZOAM, les jeunes chômeurs urbains de
Tananarive, s'organisent en "Comités de quartiers", brandissent les armes au vu et su su des
autorités officielles.

Que faire ? Telle reste la grande question pour les militaires. Céder la place à des
chauds partisans d'une politique nationaliste radicale, qui opteraient pour certaines distan-
ces vis-à-vis de l'impérialisme et tenter par là un développement autarcique plutôt difficile,
ou relâcher l'économie vers le marché libre, supprimer les lourdes barrières douanières, re-
nouer complètement les liens, un peu relâchés, avec l'impérialisme français ?

En tout cas, l'ère de la stabilité dans l'instabilité que le pays a engendrée par la succession des équipes militaires semble prendre fin car les remous qui existent au sein de la classe dirigeante commencent à déborder vers les masses populaires.

Le plus grave danger pour les exploités du pays réside en ceci que les démagogues nationalistes parviennent à détourner la colère des pauvres vers des luttes ethniques entre Merina et "Côtiers". Les travailleurs et les paysans pauvres de Madagascar ne parviendront pourtant à se libérer que s'ils savent, ensemble, engager la guerre contre les exploités et les privilégiés quelle que soit leur ethnie ou la couleur de leur peau.

oOo

EN BREF D'AFRIQUE

MOBUTU, PORTE-PAROLE DE L'IMPERIALISME

Le général Mobutu, président du Zaïre, l'homme de main des impérialistes, en particulier des impérialistes américains, se déclare ouvertement favorable à la division de l'Angola en petits morceaux.

En effet, il préconise un referendum à Cabinda pour essayer de créer une situation favorable à la division de ce pays. Mobutu tente bien entendu de justifier son attitude qu'il prétend volontiers dictée par son souci démocratique.

Mais nous posons une question à monsieur le président : vous qui prétendez être démocratique envers les peuples d'Angola, pourquoi ne l'êtes-vous pas envers votre propre peuple ? Pourquoi toute organisation politique et syndicale indépendante est-elle interdite au Zaïre ?

En réalité, les intentions de Mobutu n'ont pas grand-chose à voir ni avec la démocratie, ni avec les intérêts du peuple d'Angola. Elles ont sans doute plus à voir avec le pétrole dont Cabinda est riche. Et Mobutu n'agit même pas pour son propre compte, mais pour le compte de ses protecteurs, les impérialistes américains. Pour ceux-ci, il peut être tentant d'avoir affaire à un minuscule Etat cabindais, plutôt qu'à l'Etat angolais. Favoriseront-ils ouvertement la sécession de Cabinda ? Il est difficile de le dire dès maintenant, mais ils en préparent la possibilité. Et Mobutu y contribue.

SAUVAGE REPRESSION EN RHODESIE

La police rhodésienne a assassiné onze Africains le 1er juin en ouvrant le feu sur une manifestation nationaliste. Cet assassinat a déclenché une vague de révolte dans les quartiers africains de Salisbury, capitale de la Rhodésie.

Continuant la répression, la police a encerclé et quadrillé les quartiers africains. Les informations ne filtrent guère, mais la sauvagerie et la haine raciste de la police rhodésienne laissent imaginer de quelle façon elle a "rétabli l'ordre".

Il n'y a rien de nouveau dans l'attitude du gouvernement rhodésien : ni la répression, ni même les assassinats. Dans ce pays, où, comme en Afrique du Sud, une petite minorité d'origine européenne impose à la majorité africaine la condition d'étrangers dans leur propre pays, sans droits politiques, le pouvoir ne se maintient que par la terreur policière.

Mais ce qui a changé et change sans cesse, c'est que cette terreur policière est de moins en moins efficace. La police a réprimé une manifestation ; elle ne l'avait pas empêchée. Et, si virulente que puisse être la répression, elle ne pourra plus empêcher les poings de se serrer, les mains de s'armer. Le régime de la Rhodésie, comme celui de l'Afrique du Sud, est condamné, et rien ne pourra le sauver.

...ET DE L'IMMIGRATION

LES MESURES DE DIJOU : PEU DE CHANGEMENTS ET BEAUCOUP D'HYPOCRISIE

Les mesures, décidées le 21 mai dernier par Paul Dijoud, autorisant les travailleurs émigrés à faire venir, à partir du 1er juillet, leur famille sous certaines conditions, reposent sur une hypocrisie fondamentale. Bien que l'autorisation englobe tous les travailleurs émigrés, il est évident qu'elle est destinée à une fraction de ceux-ci : ceux qui sont parvenus à s'intégrer suffisamment pour avoir un travail ou un revenu assuré, qui disposent d'un logement et qui, par conséquent, peuvent assurer la subsistance de leur famille. D'ailleurs, les conditions légales de l'attribution de l'autorisation de faire venir sa famille sont explicites : il faut justifier d'un travail et faire preuve de la possession d'un logement décent.

Mais on ne peut pas s'en prendre au seul aspect légal de la chose : autorisation ou pas, de toute façon, ceux des travailleurs émigrés en chômage, qui vivent dans des foyers-taudis, ne peuvent pas envisager de faire venir leur femme et leurs enfants.

Alors, les mesures de Dijoud faciliteront un peu plus la stabilisation d'une petite fraction des travailleurs émigrés. À terme, la mesure vise à assimiler sinon la première génération de travailleurs émigrés, du moins la seconde.

Mais elle ne changera en rien les conditions mêmes de l'émigration, c'est-à-dire les conditions de cette écrasante majorité qui ne peut, ou simplement qui ne veut pas se stabiliser en France.

Même à en rester sur le plan juridique et légal, ce qu'il est nécessaire de conquérir, c'est que les travailleurs émigrés, même ceux qui ne séjournent en France que pendant une période limitée, aient, pendant leur séjour, exactement les mêmes droits et les mêmes possibilités que les travailleurs français.

LA DEMOCRATIE SELON L'UGESS

Le samedi 31 mai, l'UGESS (Union Générale des Etudiants et Stagiaires Sénégalais) tenait un meeting à la Maison d'Afrique de la Cité internationale pour dénoncer la répression au Sénégal. Au cours de ce meeting, après une longue intervention des organisateurs, plusieurs organisations africaines sont intervenues pour protester à leur tour contre la répression ; d'autres ont déposé des messages de soutien qui ont été lus sur place.

Mais le message de l'UATCI, déposé par un de nos camarades, n'a pas été lu publiquement comme tous les autres par les organisateurs du meeting.

Quel que puisse être le prétexte avancé par l'UGESS pour justifier ce refus, il n'en reste pas moins que lorsque l'on proteste contre le manque de démocratie au Sénégal comme ailleurs, il faut être capable de l'appliquer soi-même dans ses activités et ses manifestations.

LE CHOMAGE : CALAMITE DU CAPITALISME

Actuellement, l'épidémie de chômage s'étend sur la plupart des pays de par le monde. Chacun de nous, que ce soit au pays ou même dans l'émigration en Europe, constate combien il est difficile de trouver un emploi et encore plus un emploi stable.

Les conditions de vie en subissent de lourdes conséquences : salaires misérables, bien entendu surtout pour nous qui, dans l'émigration, sommes les premiers à subir les hauts et les bas du marché du travail.

Et, dans ce monde où le bonheur des uns est bâti sur la misère quotidienne des autres, ce monde où des hommes exploitent d'autres hommes, où les pays riches exploitent les pays pauvres et les maintiennent dans un état de sous-développement, bien des habitants des pays riches eux-mêmes sont rejetés vers des conditions d'existence qui, finalement, ne sont pas tellement loin de celles qui règnent dans nos pays pauvres. Même dans les pays prétendument développés, les USA en l'occurrence, les chômeurs, dont le nombre ne cesse d'augmenter, vivent dans des conditions de sous-développement.

Ce qui prouve que ce n'est pas une question de région géographique. Le capitalisme présuppose l'exploitation sans distinction de race ou de pays. Partout, il y a des riches et des pauvres. Et, en période de crise, le sous-développement, on le trouve aussi dans les pays riches.

Ceux qui pensent qu'il faut dresser les populations des pays pauvres contre celles des pays riches pour en finir avec la misère se trompent. Nous n'en finiront avec l'exploitation qu'en dressant notre classe, celle des travailleurs et des exploités, contre nos exploiters, indépendamment de notre origine ou de notre pays, car les travailleurs n'ont pas de patrie.

OU MENE LA POLITIQUE NATIONALISTE DE LA CHINE?

Le gouvernement chinois a décidé d'envoyer un représentant officiel auprès de la Communauté Economique Européenne. Par la même occasion, les dirigeants chinois ont fait des déclarations fracassantes, cherchant à convaincre les gouvernements européens que leur intérêt est de s'unir face "aux superpuissances, les USA et l'Union Soviétique".

Voilà donc que Mao se pose en défenseur et interprète des intérêts des Etats impérialistes européens. ! Il se place du côté du côté de ces impérialistes qui avaient naguère colonisé et saigné l'Afrique et dont la bourgeoisie continue à exploiter le prolétariat.

Cette position est cependant tout à fait dans la logique de la politique extérieure de la Chine. Cette politique vise à préserver les intérêts nationaux de la Chine par un jeu d'alliances entre Etats, et non point à aider le prolétariat international à s'organiser afin d'abattre leur bourgeoisie.

Les organisations qui se réclament du maoïsme, si elles veulent être conformes à la politique de la Chine, devraient, en toute logique, aider leur propre bourgeoisie à mieux se défendre contre les Etats-Unis ou contre l'URSS. Certaines organisations maoïstes, telle "l'Humanité Rouge" en France par exemple, sont effectivement allées jusqu'au bout de cette logique, pour verser dans le chauvinisme le plus ignoble, en utilisant un langage qui, parfois, rappelle celui de l'extrême-droite.

La politique nationaliste rejette les travailleurs dans le camp de leurs pires ennemis, celui de leurs propres exploiters. La Chine n'a jamais parlé le langage de l'internationalisme. C'est bien pourquoi les travailleurs ne peuvent pas se reconnaître dans l'Etat chinois. un Etat qui se place du point de vue de leurs intérêts.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.